

BRÈVES ÉCONOMIQUES Nigeria & Ghana

Une publication du SER d'Abuja
Semaine du 5 février 2024

Nous rappelons à notre cher lectorat que le Service économique régional d'Abuja publie régulièrement sur l'actualité économique franco-nigériane et sur ses activités dans le pays à travers sa [page LinkedIn](#) et son [compte Twitter](#). Il en est de même pour le Service économique d'Accra, sur [LinkedIn](#).

LE CHIFFRE A RETENIR

48,4

C'est le niveau de l'indice PMI du Ghana en janvier 2024 – le plus bas depuis 1 an.

Nigéria :

CFAO Healthcare renforce son partenariat avec Sanofi au Nigéria ; TotalEnergies lance la production de brut du champ Akpo West ; La BAD décaisse les fonds pour le développement des Zones spéciales de transformation agro-industrielle (SAPZ) ; Le film nigérian *A Tribe Called Judah* atteint des records au box-office et s'attaque à l'international.

Ghana :

Le Ghana met en place une taxe controversée sur les émissions de carbone ; La GRA enregistre une hausse de 49,3 % des recettes fiscales en 2023.

CFAO Healthcare renforce son partenariat avec Sanofi au Nigéria

[CFAO Healthcare a annoncé l'extension de sa collaboration avec Sanofi, en distribuant en exclusivité la gamme de médicaments généraux de Sanofi au Nigéria via E.P.DIS, la plateforme de distribution de CFAO Healthcare.](#) Avec une présence continue de 120 ans au Nigéria, le Groupe CFAO renforce activement ses racines, consolide sa position dans le pays et fait du Nigéria le 26^{ème} pays dans le cadre de son partenariat avec Sanofi. L'objectif est de maintenir la disponibilité des produits et la qualité des services pour les différents opérateurs locaux et leurs patients. CFAO Healthcare a initié en 2021 un partenariat exclusif avec Sanofi pour la distribution et la commercialisation de médicaments et de vaccins dans 25 pays d'Afrique subsaharienne, anglophones comme francophones.

« CFAO Healthcare renforce activement sa présence sur le marché nigérian afin de répondre efficacement aux besoins croissants de la population en matière de santé et de garantir l'accès à des médicaments de qualité. »

Jean-Marc Leccia, Président-Directeur Général de CFAO Healthcare

Les indicateurs de santé nigériens restent en effet parmi les plus mauvais d'Afrique, avec une espérance de vie à la naissance de 53 ans (contre 63 ans en moyenne dans la région), et un taux de mortalité infantile pour les moins de cinq ans de 11,1 % (contre une moyenne de 7,3%). De plus, le Nigéria est largement dépendant de l'extérieur, puisque plus de 70 % des médicaments et 99 % des équipements médicaux sont importés.

D'autres acteurs français sont également présents dans les secteurs de l'assurance santé, des laboratoires d'analyse et des produits pharmaceutiques. Axa est présent via sa filiale Axa Mansard, quatrième assureur du pays en 2022. Clina Lancet, filiale du groupe Cerba, dispose de 12 laboratoires qui réalisent 53 000 tests par mois. BioMérieux a lancé son activité de diagnostic *in vitro* au Nigéria en 2022. Biogaran, filiale de Servier, a réalisé son premier investissement en Afrique avec le rachat en 2017 au suisse Roche de la société Swipha, qui dispose d'une unité de production à Lagos. Air Liquide est active à Port Harcourt et Lagos (production et conditionnement d'oxygène, acétylène et azote).

Les acteurs français de la santé pourraient bien à l'avenir se mobiliser davantage au Nigéria où, face à l'ampleur des besoins, le secteur de la santé peut offrir des opportunités d'importance. Ellipse Project a ainsi signé début 2023 un contrat pour « l'amélioration de la qualité et de l'efficacité du système de santé de l'Etat d'Oyo », avec la rénovation de 200 hôpitaux et dispensaires, financé par un prêt du Trésor concessionnel de 55 M EUR.

TotalEnergies lance la production de brut du champ Akpo West

[Cette semaine, TotalEnergies au Nigéria a annoncé que la production de pétrole brut du champ Akpo West avait débuté.](#) Ce champ pétrolier en eau profonde est situé à 135 km des côtes nigérianes. TotalEnergies détient une participation de 24 % dans son exploitation, ses autres partenaires sont CNOOC (45 %), Sapetro (15 %), Prime 130 (16 %), et l'entreprise publique NNPC en tant que concessionnaire du contrat de partage de la production. Le Directeur Afrique de la branche Exploration-Production de TotalEnergies, Mike Sangster, a indiqué que ce lancement de production permettra de maintenir le niveau de production des installations déjà existantes sur le champ d'Akpo. D'ici juin 2024, l'exploitation d'Akpo West devrait permettre une production supplémentaire de 14 000 barils par jour, auxquels pourraient s'ajouter d'ici 2028 4 millions de mètres cubes de gaz par jour.

[Cette nouvelle phase d'exploitation du champ d'Akpo traduit la stratégie de TotalEnergies au Nigéria de privilégier les investissements dans les champs pétroliers en eau profonde et très profonde, moins sujets aux risques sécuritaires et aux détournements.](#)

La BAD décaisse les fonds pour le développement des Zones spéciales de transformation agro-industrielle (SAPZ)

[La Banque africaine de développement \(BAD\) a débuté le décaissement des fonds agro-industriels pour le développement des Zones spéciales de transformation agro-industrielle \(SAPZ\) au sein du pays, un projet prévu sur une période de cinq ans \(2022-2026\) avec un coût global estimé à 538,1 M USD.](#) La BAD accordera un prêt de 160 M USD, représentant 30 % du financement total, tandis que l'Africa Growing Together Fund (AGTF) fournira un prêt de 50 M USD, soit 9 % du total.

Ce programme sera déployé dans sept États (Cross River, Imo, Kaduna, Kano, Kwara, Ogun et Oyo), ainsi que dans le Territoire de la capitale fédérale (FCT). Les trois États bénéficiaires du premier décaissement sont Oyo, Kaduna et Cross River. Le projet comprend plusieurs volets : soutenir le développement d'infrastructures adaptées au climat pour les pôles agro-industriels (AIH), améliorer la productivité agricole et le développement des entreprises pour renforcer les chaînes de valeur agricoles et la création d'emplois, ainsi qu'appuyer la politique et le développement institutionnel des zones agro-industrielles.

Le film nigérian *A Tribe Called Judah* atteint des records au box-office et s'attaque à l'international

[En décembre 2023, la sortie du film *A Tribe Called Judah* \(« Une tribu du nom de Juda »\), réalisé par Funke Akindele, connaît un succès majeur, accumulant plus d'1 M USD dès son premier mois en salles, ce qui en fait le film le plus rentable de l'histoire du box-office nigérian.](#) Dominant les ventes pendant sept semaines consécutives, il a étendu sa diffusion en Afrique francophone, notamment à travers le réseau de salles CanalOlympia – même si cette diffusion élargie n'a qu'une portée limitée, car le Nigeria possède 237 salles de cinéma (soit tout de même les trois quarts des 292 salles disponibles dans la sous-région). Plus significativement, [depuis début janvier, le film a été projeté dans cinq salles de cinéma britanniques, où il a généré environ 104 000 USD après une diffusion de quatre semaines.](#)

Ghana

Le Ghana met en place une taxe controversée sur les émissions de carbone

[Le 1^{er} février 2024, la taxe sur les émissions de carbone est entrée en vigueur au Ghana](#), conformément à loi de 2023 sur les émissions (loi 1112) et alignée sur les objectifs gouvernementaux visant à « promouvoir l'utilisation de technologies respectueuses de l'environnement et d'énergie verte ». Cette taxe implique des paiements annuels sur une plateforme en ligne pour les propriétaires de véhicules à moteur thermique, variant de 75 GHS (6 USD) pour les tricycles et motos jusqu'à 300 GHS (24 USD) pour les véhicules de plus de 3 000 cm³.

Dans un contexte de pression fiscale importante – [le gouvernement vient de suspendre la taxe sur la valeur ajoutée \(TVA\) controversée de 15 % sur les consommateurs d'électricité résidentiels](#) en attendant un dialogue approfondi avec les parties prenantes –, cette mesure suscite des réactions mitigées. Le syndicat des fournisseurs de transport commercial et public regrette de ne pas avoir été consulté par le gouvernement, et envisage d'augmenter les frais de transport pour compenser les coûts supplémentaires engendrés par la taxe.

Outre les véhicules, la loi impose également une taxe de 100 GHS (8 USD) par tonne sur les émissions carbone des producteurs d'électricité.

La GRA enregistre une hausse de 49,3 % des recettes fiscales en 2023

[L'Autorité fiscale du Ghana \(GRA\) a enregistré des recettes fiscales de 113,1 Md GHS \(9 Md USD\) en 2023](#), dépassant son objectif révisé de 3,87 Md GHS (310 M USD). Cela représente une augmentation de 49,3 % par rapport à 2022, marquant le taux de croissance le plus élevé des 20 dernières années. Le ratio impôts/PIB atteint 14,1 %, soit le plus élevé des six dernières années selon le

Commissaire général de la GRA, Dr Ammishaddai Owusu-Amoah. L'objectif est d'atteindre la moyenne régionale d'environ 18 % d'ici la fin du programme FMI en 2026.

Plus précisément, les recettes fiscales intérieures ont augmenté de 54 %, contribuant à hauteur de 73 % aux recettes totales, tandis que les recettes fiscales liées aux droits de douane ont augmenté de 38,2 %, contribuant à hauteur de 27 % aux recettes totales.

Cette augmentation de la collecte s'explique par plusieurs facteurs, dont la hausse de la contribution des sociétés minières en 2023 de 40 %, liée à la hausse du prix de l'or, l'augmentation des recettes de la TVA de 61,9 % et celles de la taxe e-levy sur les transactions électroniques de 85,7 % dans un contexte de forte dynamique fiscale en 2023, conformément à la mise en œuvre du programme FMI. Pour l'année 2024, la GRA vise à mobiliser 146 Md GHS (11,7 Md USD), en ayant comme objectif un **élargissement de la base fiscale**.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique d'Abuja

martin.folliasson@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER d'Abuja, Antenne à Lagos, SE d'Accra

Abonnez-vous : martin.folliasson@dgtresor.gouv.fr